

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1903.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA PATENTE DES SOCIÉTÉS.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La patente est un impôt établi à raison et en considération de l'exercice d'une profession : elle a son origine dans les lois fiscales du moyen âge. Le souverain ou le seigneur donnait licence de fabriquer ou de faire le commerce et percevait de ce chef un droit régalien.

Les principes fondamentaux du droit de patente sont réglés par la loi du 24 mai 1849. Son article premier y assujettit tous ceux qui exercent un commerce, profession, industrie, métier ou débit non exempté par l'article 3.

La patente *autorise* cet exercice (art. 2) et la quotité de l'impôt dépend de l'importance *de la commune* où LA PROFESSION EST EXERCÉE.

C'est là que la déclaration *doit être faite* (art. 21).

Et de l'ensemble de ces textes, il semble bien résulter que la loi n'a en vue que des établissements en Belgique. A l'étranger, le Gouvernement belge n'a aucune « autorisation » à donner et l'impôt manquerait de base.

En effet, la patente n'est nullement une taxe sur le revenu, frappant les produits du capital quels qu'ils soient; c'est un impôt perçu sur l'exercice même des professions, en échange de la protection qu'accordent à cet exercice les pouvoirs publics. Il n'est que l'équitable compensation d'un service rendu. Et comme l'Etat rend ce service à toutes les professions indistinctement, c'est à toutes que le législateur en réclame la rémunération, n'en exceptant, pour des raisons spéciales, que quelques-unes, qu'il désigne soigneusement et restrictivement dans une énumération faisant immédiatement suite à l'énoncé de la règle à laquelle elle vient apporter exception (art. 3).

Les professions sont exercées non seulement par les Belges individuel-

lement, mais par ces abstractions collectives ou êtres moraux que sont les sociétés anonymes. A ces êtres fictifs, auxquels la loi accordait la faveur de l'existence juridique et la faculté d'exercer par eux-mêmes un commerce ou une industrie, devait naturellement s'appliquer l'impôt basé sur l'exercice de ces professions. Aussi, la loi de 1819 les assimila-t-elle sous ce rapport aux personnes physiques, et, dans le tableau IX annexé à ses dispositions principales, elle rangea expressément, parmi les patentables, « les sociétés désignées par le Code de commerce sous la dénomination de sociétés anonymes, qui se livrent à des spéculations ayant pour objet la navigation, le commerce... ou telles autres branches de commerce ou d'industrie qui par leur nature sont, aux termes ou dans l'esprit de la présente loi, assujetties au droit de patente ».

Il est certain que l'impôt-patente des sociétés a la même base que pour les particuliers (Arrêt, Cour de cassation B. du 25 juin 1877, *Pas.*, 1877, 1^{re} partie, p. 518) ⁽¹⁾.

Mais, d'une part, il est établi sur la profession en elle-même, à forfait, abstraction faite du gain ou de la perte. De l'autre, il est calculé d'après les bénéfices réels.

Cette distinction s'imposait d'elle-même.

Pour les particuliers, étant donnée l'impossibilité de connaître le résultat exact de leurs opérations, il fallait bien recourir à des présomptions, mais il en était autrement pour les sociétés anonymes. Là, l'obligation imposée par la loi commerciale de dresser et de publier chaque année un bilan de la situation sociale, permettait de substituer aux présomptions, comme base de l'impôt, la constatation de la réalité. Aussi le législateur frappe-t-il les patentables dont s'agit d'une taxe proportionnelle non plus à une somme invariable de bénéfices présumés, mais aux chiffres variables des bénéfices effectifs : 2 % du montant cumulé des dividendes (tableau IX).

Cette disposition présentait deux imperfections capitales. Elle formulait tout d'abord une exemption de l'impôt au profit de « l'accroissement des capitaux ». Elle était, à ce titre, en contradiction avec le principe même que l'on proclamait, et qui consistait à frapper les sociétés anonymes d'après leurs bénéfices, les accroissements de capital ne résultant jamais que de bénéfices mis en réserve et non distribués. Aussi, bientôt la loi du 6 avril 1825 établit (art. 9) que « seront désormais considérés comme dividendes donnant ouverture au droit, les... accroissements des capitaux ».

En second lieu, la disposition de la loi de 1819 n'asseyait l'impôt que sur le montant des dividendes distribués. C'était, d'une part, soustraire implicitement à la taxe la partie des bénéfices sociaux répartie à titre d'intérêt des capitaux engagés, et, d'autre part, subordonner le moment de la perception de l'impôt à celui de répartitions laissées à l'arbitraire de la société elle-même. De là, la loi du 22 janvier 1849 (art. 3) qui, tout en confirmant que la patente des sociétés anonymes s'établit proportionnellement au montant des bénéfices sociaux et tout en abaissant cette proportion, introduisit le principe de l'annuité de l'impôt et celui de l'assimilation des intérêts aux dividendes.

(1) Voir aussi instruction de M. Mercier, Ministre des Finances, du 17 avril 1856.

Une loi du 5 juillet 1874 (art. 12) reporta le taux de l'impôt à 2 % des bénéfices annuels.

Une loi du 18 mars 1874 assimila, pour la patente, les sociétés en commandite par actions aux sociétés anonymes.

Enfin, une loi du 30 juillet 1881, dictée par des préoccupations électorales, subordonna la patente à l'exercice *habituel* de la profession.

Aucun des textes de ce laborieux travail législatif ne décide, en termes exprès, s'il ne faut considérer comme sujets à patente que les bénéfices procédant d'une exploitation en Belgique, ou s'il faut l'étendre à tous les bénéfices quelconques, sans distinction.

Mais, selon nous, le sens de la loi ne comporte guère de doute à cet égard.

On invoque le silence des textes, mais l'argument est d'autant moins décisif qu'en aucun cas on ne peut attribuer à l'article premier de la loi de 1819 un caractère absolu. Le tableau IX, qui en forme le complément, porte que les sociétés anonymes ne sont assujetties à la taxe que si, « par leur nature, elles sont, *aux termes ou dans l'esprit* de la présente loi, assujetties aux droits de patente ». *Aux termes*, ce sont notamment toutes les professions exemptées de patente par l'article 3. *Dans l'esprit*, nous estimons que ces mots visent, entre autres, les professions exercées hors du pays.

Il semble certain que le Belge, personne physique, qui exerce au delà de la frontière une profession patentable, n'est pas assujetti à la patente belge. Il ne se comprendrait pas que l'on eût entendu légiférer pour le dehors, — et que pourrait être la protection que l'État entendrait ainsi se faire payer?

Il résulte, de plus, d'un texte législatif que l'on n'a rien voulu de semblable.

Belge, j'ai un moulin ou une forge dans le Département du Nord, ou j'exploite un hôtel à Paris. Je n'ai aucune déclaration à faire en Belgique, car la loi m'ordonne de la déposer dans la commune de la situation de ces industries.

J'ai au dehors une entreprise de spectacles, jeux ou amusements. Pas de patente, car celle-ci n'est due qu'à raison du rang de *la commune belge* où cette profession est exercée (tableau n° XV).

Je suis batelier. Je n'ai à déclarer mon bateau que pour « pouvoir exercer sur les eaux *intérieures* du Royaume » (loi du 1^{er} septembre 1842). La patente est fixée pour la navigation *intérieure* (tableau n° X de la loi de 1819 et loi du 5 juillet 1874).

Et ce que nous venons de dire des Belges individus, est tout aussi vrai des sociétés belges. La loi est la même; elle a le même sens. On est d'accord sur ce point.

C'est à ce sujet cependant que s'élève la controverse.

Jusqu'à ces dernières années, on pouvait la considérer comme tranchée par la jurisprudence, d'après une triple distinction.

Si la société ne réalise ses bénéfices à l'étranger que par des opérations qu'elle dirige elle-même de son siège social belge, centre d'où partent toutes instructions et où convergent tous résultats, sans que les agents ou établissements secondaires qu'elle aurait établis au delà de la frontière aient aucune autonomie, aucune direction spéciale ou organisation distincte (telle une

société d'assurances qui ne fait à l'étranger que la récolte des contrats, mais qui en centralise en Belgique les résultats tant par la signature des polices que par le versement des primes et l'emploi ou placement des fonds recueillis', — la patente était réputée due même sur le bénéfice issu de ces opérations étrangères, celles-ci devant être considérées comme formant partie intégrante de l'industrie belge patentable. (Cassation, 3 avril 1883, *Pas.*, 1883, I, 98.)

La taxe était encore tenue pour due dans le cas où la société belge réalise ses bénéfices à l'étranger par l'intermédiaire d'une société étrangère, dont elle possède des actions ou parts bénéficiaires et aux profits de laquelle elle participe par les dividendes afférents à ces titres. Dans ce cas encore, on admettait que la souscription ou l'achat des dits titres, comme la perception des bénéfices y afférents, n'apparaissent pour la société belge que comme constituant des modalités de sa profession belge patentable. (Cassation, 26 décembre 1892, *Revue pratique des Sociétés*, 1893, n° 391; Cour d'appel de Bruxelles, 8 juin 1898; *Ib.*, 1899, n° 955.)

Mais la jurisprudence avait consacré une tout autre solution à l'égard des bénéfices réalisés à l'étranger, non plus par le moyen d'une exploitation directe conduite de Belgique ou par l'intermédiaire d'une participation dans une société étrangère, mais par l'effet d'une exploitation directe, organisée et concrétisée dans l'existence d'un ou plusieurs établissements secondaires, distincts quoique dépendants de l'établissement principal belge, et jouissant à ce titre, à l'étranger, d'une vie commerciale propre. (Cassation, 14 mars et 14 novembre 1864; *Pas.*, 1864, I, 439 et 434; 26 décembre 1892, *Revue pratique des Sociétés*, 1893, n° 391.) Tout récemment encore, notre Cour suprême consacrait les mêmes principes en disant qu'« il en serait autrement dans l'hypothèse où une société anonyme, établie en Belgique, exploiterait à la fois un établissement industriel en Belgique et un établissement industriel distinct à l'étranger, parce que, dans ce cas, en ce qui concerne ce dernier établissement, la base même de la patente ferait défaut, à savoir l'exercice habituel en Belgique d'un commerce, industrie, profession, débit ou métier ». (Cassation, 3 novembre 1900; *Revue pratique des Sociétés*, 1901, n° 1191.)

C'était la solution que donnait à la question M. Pirmez, la plus haute autorité que nous ayons en matière de sociétés. Lors de la discussion de la loi du 18 mars 1874, il déclara qu'il lui semblait impossible qu'un droit de patente fût perçu « sur les sociétés anonymes ou sur les sociétés en com- » mandite lorsque les bénéfices ont été réalisés à l'étranger ». (*Ann. parl.*, Chambre des Représentants, 73-74, p. 558.) Et le Ministre des Finances, M. Malou, lui répondit, au nom du Gouvernement, qu'il le lui semblait aussi. « L'impôt n'est dû que pour les bénéfices réalisés en Belgique. » (*Id.*, p. 810.)

Tel fut pendant longtemps le sentiment de tous les Ministres des Finances qui se succédèrent au pouvoir, et il se traduisit dans d'innombrables décisions; nous rappellerons notamment une série d'applications curieuses à la Société internationale du Chemin de fer d'Anvers à Rotterdam et au Grand-Central. Dès le 11 février 1858, l'Administration reconnut que les bénéfices de Belgique seuls pouvaient être atteints par l'impôt, et l'on se mit d'accord sur la ventilation qui devenait ainsi nécessaire.

Elle fut révisée à plusieurs reprises quant aux chiffres, mais le principe de la distinction fut chaque fois reconnu sans difficultés.

Il en fut de même pour nombre de sociétés industrielles belges importantes, ayant à la fois des établissements dans le pays et au delà de la frontière, mais n'ayant qu'une comptabilité unique et ne dressant qu'un seul bilan. Voir les décisions administratives en cause de la « Providence » (12 octobre 1846), Floreffe-Jeumont, Vezin-Aulnoye, Vieille-Montagne ⁽¹⁾, Chemin de fer de Mons à Hautmont (27 mars 1878), Société des Wagons-Lits, etc.

Jamais aucune réclamation ne fut alors adressée aux très nombreuses sociétés belges qui exercent exclusivement leur industrie à l'étranger.

Mais dans ces derniers temps, l'Administration souleva de nouveau la question.

Elle le fit, non par quelque décision de principe applicable à tous les cas, comme le comportait, semble-t-il, l'importance des intérêts engagés; mais en avançant prudemment, pas à pas, en commençant par les espèces les plus favorables, de manière à pouvoir chaque fois faire fruit, devant la justice, du terrain déjà gagné. Divers arrêts des Cours de Bruxelles et de Liège ⁽²⁾ ont donné gain de cause à l'Administration, et voici que, écartant toute distinction, et abandonnant définitivement sa propre jurisprudence, qui remontait à trois quarts de siècle, elle réclame le droit de patente sur tous les bénéfices réalisés par des sociétés belges, même lorsqu'elles n'exploitent qu'à l'étranger.

Il y a un nombre considérable de sociétés belges qui ont exclusivement leur industrie à l'étranger. Il en est ainsi de beaucoup de sociétés de chemins de fer, d'intérêt général ou secondaire, et de tramways. Beaucoup d'autres sociétés, non moins belges, exploitent des mines, des charbonnages ou des usines métallurgiques à l'étranger, plus spécialement en Russie.

Presque toutes ces entreprises sont assujetties à des charges locales et rien n'est plus légitime. Elles auraient donc désormais à payer deux fois.

Il en serait de même pour les sociétés non moins nombreuses qui ont à la fois des établissements sur le sol belge et à l'étranger. Si le Grand-Central n'avait pas eu son réseau repris par l'État, il devrait donc payer pour son bénéfice total, sauf ici encore à payer plusieurs fois, pour les lignes à l'étranger.

Pour établir l'importance des charges nouvelles dont il s'agirait de grever l'industrie, je me bornerai à citer le cas de la Société des Wagons-Lits. Vérification faite, sur un bénéfice total de 4,627,000 francs en 1899, la part de la Belgique n'a pas dépassé 200,275 francs d'après sa part proportionnelle à la longueur kilométrique parcourue, déduction faite de la moyenne des dépenses par jour-voiture.

Et ce serait sur 4,627,000 francs que l'impôt devrait être payé au Trésor belge.

Dans ces conditions, il semble que l'intervention de la législation s'impose

(1) Pour la Vieille-Montagne comme pour le Grand-Central belge, il intervint avec l'Administration de véritables conventions réglant les ventilations à faire.

(2) Arrêts, Bruxelles, 22 avril 1902, et Liège, 23 juillet 1902.

et c'est la raison d'être du projet de loi dont nous avons l'honneur de saisir la Chambre.

Son premier article n'a d'autre objet que de consacrer législativement des solutions qui ont été pendant longtemps celles de la Justice et de l'Administration des contributions et qui nous paraissent commandées par la nature même de l'impôt-patente.

Il nous paraît suffisamment justifié par ce qui précède.

Comme nous le rappelions tantôt, la patente n'est pas une charge du revenu; c'est un impôt sur l'exercice de l'industrie dont la compensation se trouve dans les dépenses que fait l'État pour assurer l'ordre et la sécurité, faciliter les transports, etc. ⁽¹⁾, et par cela même, il ne se conçoit plus quand il atteint des profits réalisés au dehors. (FALLOISE, *Traité du droit de patente*, n° 159.)

Le système que l'on voudrait mettre actuellement en vigueur n'a donc pas de base légitime, et il nous paraît constituer, d'autre part, une faute économique.

La Belgique laborieuse, prospère et riche, étouffe dans ses étroites limites. Il lui faut chercher au dehors des placements pour ses capitaux et l'utilisation de ses activités sans emploi.

C'est ce qu'avec raison le Gouvernement n'a cessé de répéter au pays, et notre développement industriel ne date que du jour où nous avons hasardé l'exportation de nos capitaux. N'y a-t-il pas une contradiction singulière à vouloir aujourd'hui que ces industries dont on a conseillé et encouragé l'exportation payent double ou triple taxe?

Et cela serait-il équitable? A l'occasion de son procès récent, la Vieille-Montagne établissait qu'elle payait aux fisco étrangers 300,000 francs par an. Lui demander une seconde fois la même taxe au profit du Trésor belge, serait un épilogue inattendu aux encouragements que recevaient naguère ses initiatives.

Enfin, l'opération ne serait pas même bonne au point de vue financier; il va de soi que les sociétés ainsi frappées s'empresseraient de se dénationaliser, et tandis que s'évanouirait la recette espérée, le marché belge se trouverait privé d'éléments de vie, et nos capitaux placés au dehors seraient moins bien protégés qu'ils ne le sont à présent.

D'après le texte proposé, l'exemption de la patente ne serait consacrée que pour les bénéfices réalisés par des sociétés belges, soit dans des exploitations exclusivement étrangères, soit dans des établissements situés au delà des frontières, mais distincts de l'établissement national.

Et pour éviter de nouvelles controverses, le paragraphe 2 définit l'établissement *distinct* et en précise les conditions d'existence. Semblable établissement doit dépendre directement de la société mère (ce qui écarte du bénéfice de l'exemption les participations ou intérêts dans d'autres sociétés) et avoir

(1) C'est ce que porte expressément l'introduction au Code des contributions de Belgique.
« L'impôt est une compensation des services rendus par la puissance publique à l'effet de protéger et de défendre les propriétés, les personnes et l'indépendance nationale. »

des comptes séparés et une autonomie suffisante pour que, le cas échéant, les bénéfices réalisés par lui puissent être aisément distingués de ceux obtenus en Belgique.

Conformément au principe établi par la loi du 18 mars 1873, les sociétés en commandite par actions sont assimilées aux sociétés anonymes.

L'article 2 du projet appartient à un tout autre ordre d'idées, et le fisc y trouvera, légitimement cette fois, le complément de ressources attendu de la campagne dirigée par le fisc contre nos établissements à l'étranger.

Les sociétés anonymes étrangères qui exercent chez nous leur industrie sans y avoir de siège social, ne sont pas assujetties à la patente proportionnelle. C'est ce qui résulte du texte de l'article premier de la loi de 1819 combiné avec le tableau n° IX. La société anonyme n'existait alors que moyennant l'autorisation du Gouvernement et les sociétés étrangères n'avaient donc en Belgique aucune existence légale.

Ni la loi du 22 janvier 1849 ni celle du 15 mars 1855 n'ont rien changé à ce sujet, et comme, à cette dernière date, on signalait ce qu'avait d'étrange le privilège des sociétés étrangères, le Ministre des Finances, par une erreur aussi évidente que bizarre, déclara qu'elles étaient taxées comme les autres ⁽¹⁾.

En 1871, on tenta de remédier au moins partiellement à cette situation. M. Jacobs faisait remarquer combien était peu équitable la concurrence que faisaient dans des conditions inégales, rien qu'à Anvers, 31 sociétés étrangères d'assurances maritimes et 23 contre l'incendie à 19 sociétés belges de risques de mer et à 13 d'assurances contre l'incendie.

Et il proposa d'établir une patente sur tous les assureurs, ce qui devait comprendre les compagnies d'assurances.

Ce projet fut repris ensuite par M. Malou et est devenu la loi du 23 mars 1873. Au moins en ce qui concerne les assurances, une juste égalité s'est ainsi trouvée rétablie. Et en frappant les sociétés étrangères, on a eu soin de faire ce que nous demandons aujourd'hui pour nos nationaux, en n'assujettissant à la patente que les bénéfices réalisés en Belgique.

En 1883, M. Graux avait compris dans le plan d'impôts nouveaux dont il saisit alors la législature, l'établissement d'une taxe de 5 % sur leurs opérations de Belgique par les sociétés étrangères ayant en Belgique une succursale ou une agence ⁽²⁾, et depuis, cette modification a figuré dans les travaux entrepris en vue de la codification et de la revision si désirables de la loi des patentes. En attendant, cet injustifiable privilège subsiste, et l'on voit des sociétés étrangères établies en Belgique y réaliser un chiffre d'affaires et des bénéfices importants, en n'acquittant au Trésor public que des taxes d'une évidente insuffisance.

Le projet de loi a pour but de mettre enfin un terme à cet état de choses. Il pourra y avoir certaines difficultés pratiques à atteindre les bénéfices réalisés en Belgique et peut-être ne suffira-t-il pas des mesures propo-

(1) L'inexistence de l'impôt a été depuis reconnue par la Cour de Cassation.

(2) *Documents parlementaires*, Chambre 1882-1883, p. 259, première colonne.

sées : l'obligation d'une comptabilité distincte et d'un représentant responsable, la publication au *Moniteur*. Le Gouvernement, armé des forces administratives dont il dispose, est seul à même d'apprécier exactement les mesures nécessaires, et les procédures multipliées contre l'industrie belge au sujet de la patente marquent suffisamment qu'il sait en user.

Si la législature adopte nos propositions, tous les bénéfices industriels ou professionnels réalisés en Belgique seront assujettis à la patente, tandis que les bénéfices obtenus au dehors y seront soustraits, qu'ils soient le résultat de l'activité individuelle ou de l'effort collectif d'une société. Cette solution nous paraît équitable et rationnelle.

A. BEERNAERT.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Sont exemptés de l'impôt-patente les bénéfices réalisés à l'étranger, par les sociétés anonymes, ou en commandite par actions, soit que le siège de leur industrie se trouve exclusivement à l'étranger soit que ces bénéfices procèdent d'établissements distincts situés hors du pays.

Sont réputés *établissements distincts* tous sièges d'opérations ou succursales, ayant, malgré leur dépendance de la société, une direction et un personnel particuliers, ainsi qu'une comptabilité séparée.

ART. 2.

Les sociétés anonymes étrangères qui ont, en Belgique, une succursale, un siège ou une agence quelconque, sont soumises à un droit de patente de 2 % du montant des bénéfices annuels réalisés dans le pays par ces établissements: elles doivent avoir un représentant domicilié en Belgique, tenir une comptabilité spéciale de leurs opérations de Belgique, dresser annuellement le bilan y relatif et le publier aux annexes du *Moniteur belge*.

WETSVOORSTEL.

EERSTE ARTIKEL.

Zijn vrij van patentbelasting de winsten in den vreemde verkregen door de naamlooze vennootschappen of de commanditaire vennootschappen op aandeelen, hetzij de zetel harer nijverheid uitsluitend in den vreemde is gevestigd, hetzij die winsten voortkomen van afzonderlijke, buiten het land gelegen inrichtingen.

Worden geacht te zijn *afzonderlijke inrichtingen* alle zetels van bedrijvigheid of bijkantoren die, alhoewel afhangende van de vennootschap, een eigen bestuur en personeel hebben alsmede eene bijzondere boekhouding.

ART. 2.

Vreemde naamlooze vennootschappen, hebbende in België een bijkantoor, een zetel of eenig agentschap, moeten betalen een patentrecht van 2 t h. op het bedrag van de jaarlijksche winsten door die inrichtingen in het land verkregen; zij moeten een in België gedomicilieerd vertegenwoordiger hebben, alsmede eene bijzondere boekhouding van hunne verrichtingen in België, hiervan jaarlijks de balans opmaken en deze doen opnemen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

A. BEERNAERT.
AUG. DELBEKE.
VERHAEGEN.
LOUIS HUYSMANS.
HUBERT.
RENKIN.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1903.

VOORSTEL VAN WET OP HET PATENT DER VENNOOTSCHAPPEN.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het patent is eene belasting, ingesteld uit hoofde en in aanmerking van het uitoefenen van een beroep : het vindt zijnen oorsprong in de middel-eeuwsche belastingswetten. De heer of de vorst gaf vergunning tot vervaardigen of tot het drijven van handel, en hief daarvoor een koninklijk of landsheerlijk recht.

De grondbeginselen van het patentrecht worden geregeld door de wet van 21 Mei 1849. Haar eerste artikel onderwerpt daaraan al wie eenen handel, een beroep, eene nijverheid, eenen stiel uitoefent of eene slijterij houdt, niet ontslagen door artikel 3.

Het patent *machtigt* tot die uitoefening (art. 2) en de hoeveelheid der belasting hangt af van het aanzien der *gemeente* WAAR HET BEROEP WORDT UITGEOEFEND.

Daar dient de aangifte *gedaan* (art. 21).

Uit deze gezamenlijke teksten schijnt wel te volgen dat de wet enkel gesticht in België beoogt. In vreemde landen heeft de Belgische Regeering geene « machtiging » te verleen en zou de belasting allen grondslag missen.

Het patent is immers geene belasting op het inkomen, die de voortbrengselen des kapitaals, van welken aard ook, treft; 't is eene belasting, geheven op het uitoefenen zelf van de beroepen, in ruiling voor de bescherming, door de openbare machten aan die uitoefening verleend. Het is slechts de billijke vergoeding van eenen bewezen dienst. En vermits de Staat dezen dienst bewijst aan alle beroepen, zonder onderscheid, vraagt de wetgever daarvoor ook vergelding aan alle, slechts om bijzondere redenen er eenige uitzonderende, die hij zorgvuldig en beperkend aanduidt in eene opsomming,

welke onmiddellijk volgt op het bepalen van den regel waaraan zij uitzondering toebrengt (art. 3).

De beroepen worden ugeoefend, niet alleen door de Belgen persoonlijk, maar door die gezamenlijke abstracties of zedelijke wezens, welke naamlooze vennootschappen uitmaken. Op deze fictieve wezens, aan wie de wet het voordeel van het rechterlijke bestaan toekende en het recht om door zichzelf eenen handel of eene nijverheid uit te oefenen, moest natuurlijk worden toegepast de belasting, gegrond op het uitoefenen van die beroepen. Ook stelde de wet van 1819 ze in dit opzicht gelijk met de lichamelijke personen, en in de tabel IX, aan hare hoofdbepalingen toegevoegd, rangschikte zij uitdrukkelijk onder de patentplichtigen « de vennootschappen, door het Wetboek van koophandel aangeduid onder de benaming naamlooze vennootschappen, die zich inlaten met speculatiën welke voor doel hebben scheepvaart, koophandel... of ieder ander vak van handel of nijverheid, uit hunnen aard, volgens de bewoordingen of den geest dezer wet, aan patentrecht onderworpen ».

Stellig heeft de patentbelasting der vennootschappen dezelfde grondslagen als voor bijzondere personen (Arrest, Hof van cassatie B. van 28 Juni 1877, *Pas.*, 1877, 1^{ste} deel, blz. 318) (1).

Doch eenerzijds is zij gelegd op het beroep op zichzelf, voor een bepaald bedrag, onaan gezien winst of verlies. Anderzijds wordt het naar de wezenlijke winsten berekend.

Dit onderscheid ontstond vanzelf.

Voor bijzondere personen, vermits het onmogelijk is den nauwkeurigen uitslag van hunne verrichtingen te kennen, moest men wel uitgaan van vermoedens, doch anders was het gesteld met naamlooze vennootschappen. De door de handelswet opgelegde verplichting om ieder jaar eene balans van den toestand der vennootschap op te maken en af te kondigen, veroorloofde daar de vermoedens als grondslag der belasting te vervangen door het vaststellen van de wezenlijkheid. Ook doet de wetgever bedoelde patentplichtigen eene belasting betalen, welke niet langer evenredig is aan eene onveranderlijke som vermoede winsten, maar wel aan de echte cijfers van de wezenlijke winsten, zijnde 2 % van het samengevoegd bedrag der dividenden (tabel IX).

Deze bepaling had twee hoofdzakelijke onvolmaaktheden. Eerst en vooral, verleende zij ontslag van belasting ten voordeele van « het toenemen der kapitalen ». Daardoor was zij in strijd met het beginsel zelf dat men huldigde en volgens hetwelk men de naamlooze vennootschappen belastte volgens hare winsten, aangezien de vermeerdering van kapitaal nooit het gevolg was van iets anders dan in voorraad gehouden en niet uitgedeelde winsten. Ook bepaalde weldra de wet van 6 April 1823 (art. 9) dat « worden voortaan beschouwd als dividenden welke aanleiding geven tot het recht, de... vermeerderingen van kapitaal ».

In de tweede plaats, deed de bepaling der wet van 1819 de belasting maar

(1) Zie ook onderrichting van den heer Mercier, Minister van Financiën, dato 17 April 1856.

berusten op het bedrag van de uitgedeelde dividenden. Zoo onttrok men eenzijdig stilzwijgenderwijs aan de belasting het deel der winsten van de vennootschap dat werd uitgedeeld als interest van de gebruikte kapitalen, en deed men anderzijds het oogenblik voor het innen van de belasting afhangen van dit van verdeelingen, die werden overgelaten aan de willekeur der vennootschap zelve. Dien ten gevolge heeft de wet van 22 Januari 1849 (art. 3) welke, al bevestigt zij dat het patent der naamlooze vennootschappen wordt bepaald naar verhouding van het bedrag der winsten van de vennootschap, en al verlaagt zij deze verhouding, het beginsel ingevoerd van het jaarlijksche der belasting en dit van gelijkstelling der interesten met de dividenden.

Eene wet van 5 Juli 1871 (art. 12) bracht het bedrag van de belasting terug op 2 % van de jaarlijksche winsten.

Eene wet van 18 Maart 1874 stelde, voor het patent, de maatschappijen in commandite bij aandeelen gelijk met naamlooze vennootschappen.

Eindelijk, eene wet van 50 Juli 1881, door kiesbelang ingegeven, onderwierp het patent aan de *bestendige* uitoefening van het beroep.

Geen tekst van dit zwaar welgevend werk beslist in uitdrukkelijke bewoordingen of men als aan patent onderhevig slechts de winsten uit eene onderneming in België dient te beschouwen, dan wel of het dient uitgestrekt tot alle winsten van welken aard ook, zonder onderscheid.

Doch, naar onze meening, laat de zin der wet daarover geen twijfel bestaan.

Men beroept zich op het gemis van teksten, doch deze bewering is des te minder afdoende, daar men in geen geval het eerste artikel der wet van 1819 als beslissend kan beschouwen. In tabel IX, die het aanvult, staat dat naamlooze vennootschappen eerst dan aan de belasting onderhevig zijn, wanneer zij « uit haren aard, *volgens de bewoordingen of den geest* dezer wet, onderworpen zijn aan patentrechten. *Volgens de bewoordingen*, zijn het namelijk al de beroepen, die door artikel 3 van patentrecht zijn ontslagen. *Naar den geest*, oordeelen wij dat deze woorden onder andere de beroepen bedoelen, die buitenslands worden uitgeoefend.

't Schijnt stellig dat de Belg, lichamelijke persoon, die over de grens een patentschuldig beroep uitoefent, niet aan 't Belgisch patent onderworpen is. 't Ware niet te begrijpen dat men zou hebben bedoeld eene wet voor het buitenland te maken, — en wat zou de bescherming kunnen zijn, welke de Staat zich aldus zou willen doen betalen?

Daarenboven volgt uit eenen wetgegenden tekst dat men niets dergelijks beoogde.

Ik ben Belg en heb eenen molen of eene smederij in het Noorderdepartement, of ik houd te Parijs een gasthof. In België heb ik geene aangifte te doen, want de wet beveelt mij ze over te leggen ter gemeente waar mijne nijverheid is gevestigd.

Buitenslands onderneem ik schouwtooneelen, spelen of vermakelijkheden. Geen patent, want dit is maar verschuldigd, volgens den rang der *Belgische gemeenten*, waar dit beroep wordt uitgeoefend (tabel n^o XV).

Ik ben schipper. Ik moet mijn schip maar aangeven om te « mogen varén

in de *binnenlandsche* wateren des rijks » (wet van 1 September 1842). Het patent is vastgesteld voor de *binnenvaart* (tabel X der wet van 1819 en wet van 5 Juli 1871).

En wat wij daareven zegden van de Belgen als persoon, is even waar voor belgische vennootschappen. De wet is dezelfde; zij heeft denzelfden zin. Daarover is men het eens.

Nochtans is het daarover dat betwisting ontstaat.

Tot in de laatste jaren, mocht men ze als door de rechtspraak opgelost beschouwen, volgens een drievoudig onderscheid.

Verwezenlijkt eene vennootschap hare winsten in den vreemde maar door verrichtingen, welke zij zelve bestuurt van uit den zetel der vennootschap in België, van welk centrum al hare onderrichtingen uitgaan en waar al de uitslagen worden samengebracht, zonder dat de agenten of de hulpkantoren, die zij over de grens zou aangesteld of ingericht hebben, eenige zelfstandigheid, bijzonder bestuur of afzonderlijke inrichting bezitten (zooals eene verzekeringsmaatschappij, die in den vreemde slechts overeenkomsten opspoort, doch de uitslagen daarvan in België centraliseert, zoo door het onderteekenen van de polissen als door het storten van de premien en het gebruiken of beleggen van de ingezamelde gelden, — was het patent beschouwd als verschuldigd zelfs op de winst van deze verrichtingen in den vreemde, aangezien deze beschouwd moesten worden als wezenlijk tot het geheel behoorend deel der patentplichtige Belgische nijverheid (Cassatie, 3 april 1883, *Pas.*, 1883, I, 98).

De belasting werd ook beschouwd als verschuldigd in geval de Belgische vennootschap hare winsten in den vreemde verwezenlijkt door bemiddeling van eene uitheemsche vennootschap, waarvan zij aandeelen of winstdeelen bezit en aan welker winsten zij deelachtig is, door de dividenden, aan deze titels verbonden. Ook in dat geval, werd aangenomen dat het inschrijven voor of de aankoop van gemelde titelen, evenals het trekken van de daaraan verbonden winsten, voor de Belgische vennootschap slechts golden als modaliteiten van haar patentplichtig Belgisch beroep. (Cassatie, 26 December 1892, *Revue pratique des Sociétés*, 1893, n^o 391; Hof van beroep te Brussel, 8 Juni 1898; *Ib.*, 1899, n^o 955).

Doch de rechtbanken hadden eene gansch andere oplossing gegeven wat betreft de winsten, in den vreemde verwezenlijkt, niet meer door middel van eene rechtstreeksche onderneming uit België bestuurd of door bemiddeling van eene deelneming in eene vreemde vennootschap, maar wel door eene rechtstreeksche onderneming, ingericht en samengevat in het bestaan van een of meerdere hulpkantoren, onderscheiden ofschoon afhangend van de Belgische hoofdinrichting, en als zoodanig in den vreemde een eigen handelsbestaan hebbende. (Cassatie, 14 Maart en 14 November 1864; *Pas.*, 1864, I, 139 en 434; 26 December 1892, *Revue pratique des Sociétés*, 1893, n^o 391.) Nog onlangs bekrachtigde ons Hooger Gerechtshof dezelfde beginselen, toen het zegde: « Anders ware het gesteld, in de onderstelling dat eene naamlooze vennootschap, in België gevestigd, terzelfder tijd eene nijverheidsonderneming in België zou hebben en eene afgezonderde in den vreemde, omdat in zulk geval voor laatstbedoelde inrichting de grondslag

zelf van het patent zou ontbreken, te weten de bestendige uitoefening in België van eenen handel, eene nijverheid, een beroep, eene slijterij of een ambacht. » (Cassatie, 5 November 1900, *Revue pratique des Sociétés*, 1901, n^o 1191.)

Dergelijke oplossing werd aan de zaak gegeven door den heer Pirmez, den man van het hoogste gezag in zake van vennootschappen. Bij de bespreking der wet van 18 Maart 1874, verklaarde hij dat het hem onmogelijk scheen dat er patentrecht werd geheven « op naamlooze of op commanditaire vennootschappen, wanneer de winsten in den vreemde waren verwezenlijkt ». (*Ann. parl.*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 73-74. blz. 558.) En de Minister van Financiën, de heer Malou, antwoordde hem namens de Regeering, dat het hem insgelijks aldus voorkwam. « De belasting is maar verschuldigd voor de winsten, in België verwezenlijkt. » (*Id.*, blz. 810.)

Dit was langen tijd het gevoelen van al de Ministers van Financiën, die elkander aan het bewind opvolgden, en het gaf zich lucht in ontelbare beslissingen; wij herinneren namelijk eene reeks zonderlinge toepassingen op de Internationale Maatschappij voor den spoorweg Antwerpen-Rotterdam en op den Grand-Central. Reeds den 11^e Februari 1858, erkende het Bestuur dat alleen de winsten in België door de belasting mochten getroffen worden, en men kwam het eens over de schatting, die aldus noodzakelijk werd.

Herhaaldelijk werd zij herzien voor de cijfers, doch het beginsel van het onderscheid werd iedermaal zonder bezwaar aangenomen.

Hetzelfde geschiedde met tal van aanzienlijke Belgische nijverheidsvennootschappen, die gestichten bezitten en in het land en over de grens, maar eene eenige boekhouding en die maar ééne balans opmaken. Zie de bestuursbeslissingen in zake de « Providence » (12 October 1846); Floreffe-Jeumont, Vezin-Aulnoye, Vieille-Montagne ⁽¹⁾, spoorweg Bergen-Hautmont (27 Maart 1878), Maatschappij voor Slaapwagens, enz.

Nooit werd toen iets geëischt van de zeer talrijke Belgische vennootschappen, die uitsluitend hunne nijverheid in vreemde landen bedreven.

Doch in de jongste tijden, wierp het Bestuur de vraag andermaal op.

Het deed zulks, niet door eene beslissing over het beginsel, dat op elk geval van toepassing zou wezen, zooals, naar het schijnt, de aanzienlijke betrokken belangen het vergden; maar wel door voorzichtig, stap voor stap te vorderen, te beginnen met de gunstigste gevallen, derwijze om iedermaal tegenover het gerecht voordeel te trekken uit het reeds gewonnen terrein. Verschillende arresten van de Hoven van beroep te Brussel en Luik ⁽²⁾ stelden het Bestuur in het gelijk, en, alle onderscheid daarlatend, en voorgoed afziende van zijn eigen rechtsbegrip, dat opklom tot drie vierden eener eeuw, eischt het Bestuur patentrecht op al de winsten, door Belgische vennootschappen verwezenlijkt, zelfs wanneer zij geene onderneming buitenslands hebben.

⁽¹⁾ Voor de Vieille-Montagne evenals voor den Grand-Central, werden met het Bestuur wezenlijke overeenkomsten gesloten, tot regeling van de voorwaarden der schatting.

⁽²⁾ Arresten, Brussel, 22 April 1902, en Luik, 25 Juli 1902.

Een aanzienlijk getal Belgische vennootschappen bedrijven hare nijverheid uitsluitend in den vreemde. Dit is het geval met vele spoorwegmaatschappijen van algemeen of van ondergeschikt belang, en tramweg-maatschappijen. Vele andere, niet minder Belgische vennootschappen, hebben mijnen, kolonmijnen of metaalfabrieken in den vreemde, inzonderheid in Rusland.

Nagenoeg al deze ondernemingen dragen plaatselijke lasten, en niets is billijker. Dus zouden zij voortaan tweemaal moeten betalen.

Dit zou insgelijks het geval wezen met de niet minder talrijke vennootschappen, die ondernemingen hebben en op belgischen bodem en in den vreemde. Ware de Grand-Central niet overgenomen door den Staat, hij zou dus moeten betalen voor zijne algeheele winst, en hier wederom verschillende keeren, voor lijnen in den vreemde.

Om te bewijzen hoe aanzienlijk de nieuwe lasten zijn, welke men de nijverheid zou opleggen, haal ik enkel het geval aan van de Maatschappij voor Slaapwagens. Na onderzoek, bedroeg, op eene algeheele winst van 4,627,000 frank in 1899, het aandeel van België niet meer dan 200,275 frank, volgens dezes evenredig deel in de afgelegde kilometerlengte, na aftrek van de gemiddelde uitgaven per dag en per rijtuig.

En op 4,627,000 frank zou belasting moeten betaald worden aan de Belgische Schatkist.

In zulke omstandigheden schijnt de tusschenkomst der wetgeving noodig en daarom hebben wij de eer aan de Kamer een ontwerp van wet voor te stellen.

Het eerste artikel strekt enkel om door de wet te doen bekrachtigen oplossingen die langen tijd diegene waren van 't Gerecht en van 't Bestuur der belastingen, en die ons schijnen opgelegd door den aard zelven van de patentbelasting.

Het schijnt ons door bovenstaande voldoende gerechtvaardigd.

Zooals wij daareven herinnerden, is het patent geene belasting van het inkomen, maar wel eene belasting op het uitoefenen van de nijverheid, waarvan de vergoeding ligt in de uitgaven van den Staat tot verzekering van orde en veiligheid, vergemakkelijking van 't vervoer, enz. (1), en daardoor zelf is zij niet meer te begrijpen, wanneer zij de buitenslands verwezenlijkte winsten treft. (FALLOISE, *Traité du droit de patente*, nr 159.)

Het stelsel, dat men thans zou willen invoeren, mist dus allen wettelijken grondslag en schijnt ons anderzijds een huishoudkundige misslag te zijn.

Ons arbeidzaam, welvarend en rijk België versmacht tusschen zijne enge grenzen. Het moet trachten daarbuiten zijne kapitalen te beleggen en zijne ongebruikte werkdadigheid ten nutte te maken.

Dit herhaalde de Regeering onophoudend en met reden tot het land, en de uitbreiding van onze nijverheid ving eerst dan aan, wanneer wij onze kapitalen in den vreemde waagden. Is het niet zonderling strijdig, thans

(1) Dit staat uitdrukkelijk in de inleiding van het Wetboek der belastingen in België. « De belasting is eene vergoeding voor de diensten, door de openbare macht bewezen, ten einde de eigendommen, de personen en 's lands onafhankelijkheid te verdedigen. »

te eischen dat deze nijverheidsmannen, wier uitvoer men aanspoorde en aanmoedigde, dubbele of drievoudige belasting betalen?

En ware zulks billijk? Naar aanleiding van haar jongste rechtsgeding, bewees de « Vieille Montagne » dat zij in vreemde landen 500,000 frank per jaar aan belasting betaalt. Haar eene tweede maal dezelfde belasting opleggen ten voordeele van de Belgische Schatkist, ware een onverwachte uitslag van de aanmoediging, indertijd haren ondernemingsgeest toebedeeld.

En daarbij zou het in geldelijk opzicht zelfs geene goede verrichting zijn; want het spreekt vanzelf dat de aldus getroffen vennootschappen dadelijk van nationaliteit zouden veranderen, en terwijl de gehoopte ontvangst ontsnappen zou, ware de Belgische markt beroofd van levensbestanddeelen, en zouden onze buitenslands belegde kapitalen veel minder beschermd zijn dan thans.

Naar luid van den voorgestelden tekst, zou er slechts ontslaging van patent worden toegekend voor winsten, door Belgische vennootschappen verwezenlijkt in uitsluitend uitheemsche ondernemingen of in gestichten over de grenzen, doch afgescheiden van het binnenlandsch gesticht.

En om nieuwe betwisting te vermijden, bepaalt paragraaf 2 wat *afzonderlijke* inrichtingen zijn, en verduidelijkt de bedingen tot haar bestaan. Zulke inrichting moet rechtstreeks afhangen van de hoofdvennootschap (wat van het voordeel der ontslaging uitzondert de deelneming of het belanghebben in andere vennootschappen), afzonderlijke rekeningen hebben en genoeg zelfstandigheid opdat, bij voorkomend geval, de door haar verwezenlijkte winsten gemakkelijk zijn te onderscheiden van de in België verworvene.

Ingevolge het beginsel, door de wet van 18 Maart 1875 gesteld, worden vennootschappen in commandite met aandelen gelijkgesteld met naamlooze vennootschappen.

Artikel 2 van het ontwerp behoort tot eene gansch andere orde van denkbeelden, en ditmaal zal de fiscus daarin eene billijke aanvulling vinden van de geldmiddelen, welke worden verwacht van den strijd door den fiscus gericht tegen onze inrichtingen in den vreemde.

Uitheemsche naamlooze vennootschappen, die hare nijverheid in ons land uitoefenen, zonder hier eenen maatschappelijken zetel te hebben, worden niet door evenredig patent getroffen. Dit blijkt uit den tekst van het eerste artikel der wet van 1819, gepaard met tabel n^o IX. Toen kon geene naamlooze vennootschap bestaan zonder machtiging van de Regeering, dus hadden uitheemsche vennootschappen in België geen wettelijk bestaan.

De wet van 22 Januari 1849, evenmin als die van 15 Maart 1855, veranderde daar iets aan, en daar men op laatstgemelden datum deed uitschijnen hoe zonderling het voorrecht van uitheemsche vennootschappen was, verklaarde de Minister van Financiën, door eene zoo blijkbare als zonderlinge vergissing, dat zij belast waren evenals de andere ⁽¹⁾.

(1) Sedert werd door het Hof van Cassatie het niet bestaan van de belasting erkend.

In 1871 beproefde men om dezen toestand ten minste gedeeltelijk te verhelpen. De heer Jacobs deed opmerken hoe weinig billijk de mededinging was, welke, niet minder dan te Antwerpen, 51 uitheemsche verzekeringsmaatschappijen tegen zee- en 25 tegen brandgevaar, de 19 Belgische maatschappijen tegen zee- en de 13 maatschappijen tegen brandgevaar aandeden.

En hij stelde voor om alle verzekeraars patent op te leggen, wat de verzekeringsmaatschappijen moest insluiten.

Nadien werd dit ontwerp overgenomen door den heer Malou en werd het de wet van 23 Maart 1873. Ten minste voor de verzekeringen werd aldus eene billijke gelijkheid verwezenlijkt. En toen men de uitheemsche vennootschappen trof, deed men wat wij thans voor onze landgenooten vragen, door enkel de in België verwezenlijkte winsten aan patent te onderwerpen.

In 1883, begreep de heer Graux in het plan tot nieuwe belastingen, dat hij toen der Wetgeving voorlegde, het heffen van eene belasting van 5 % op de verrichtingen in België van uitheemsche vennootschappen, die in België een hulpkantoor of een agentschap hebben ⁽¹⁾, en sedert kwam deze wijziging voor in de ondernomen werken tot de zoo wenschelijke samenvoeging en herziening van de patentwetten. In afwachting bestaat dit niet te verdedigen voorrecht nog, en verwezenlijken in België gevestigde uitheemsche maatschappijen een aanzienlijk cijfer van zaken en winsten, zonder aan de openbare Schatkist andere dan blijkbaar ontoereikende belastingen te betalen.

Het wetsontwerp strekt om dien toestand te doen eindigen. 't Zou in de practijk zekere bezwaren kunnen opleveren om de in België verwezenlijkte winsten te treffen, en wellicht zullen de voorgestelde maatregelen verplichting tot eene bijzondere boekhouding en tot eenen aansprakelijken vertegenwoordiger, alsmede afkondiging in het *Staatsblad*, ontoereikend zijn. De Regeering, bekleed met de bestuurskrachten waarover zij beschikt, is de eenige welke nauwkeurig kan oordeelen over de noodige maatregelen; en de menigvuldige proceduren tegen de Belgische nijverheid, ten opzichte van het patent, bewijzen genoeg dat zij er gebruik weet van te maken.

Nemen de Kamers onze voorstellen aan, dan zullen al de winsten, door nijverheid of beroepen in België verwezenlijkt, onderworpen zijn aan patent, en de in vreemde landen verwezenlijkte daaraan onttrokken, al zijn zij het gevolg van persoonlijke werkzaamheid of wel van gezamenlijk streven eener vennootschap. Zulke oplossing schijnt ons billijk en redelijk.

A. BEERNAERT.

(¹) Oorkonden der Kamer, 1882-1885, blz. 259, eerste kolom.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Sont exemptés de l'impôt-patente les bénéfices réalisés à l'étranger, par les sociétés anonymes, ou en commandite par actions, soit que le siège de leur industrie se trouve exclusivement à l'étranger, soit que ces bénéfices procèdent d'établissements distincts situés hors du pays.

Sont réputés *établissements distincts* tous sièges d'opérations ou succursales, ayant, malgré leur dépendance de la société, une direction et un personnel particuliers, ainsi qu'une comptabilité séparée.

ART. 2.

Les sociétés anonymes étrangères qui ont, en Belgique, une succursale, un siège ou une agence quelconque, sont soumises à un droit de patente de 2 % du montant des bénéfices annuels réalisés dans le pays par ces établissements: elles doivent avoir un représentant domicilié en Belgique, tenir une comptabilité spéciale de leurs opérations de Belgique, dresser annuellement le bilan y relatif et le publier aux annexes du *Moniteur belge*.

WETSVOORSTEL.

EERSTE ARTIKEL.

Zijn vrij van patentbelasting de winsten in den vreemde verkregen door de naamlooze vennootschappen of de commanditaire vennootschappen op aandeelen, hetzij de zetel harer nijverheid uitsluitend in den vreemde is gevestigd, hetzij die winsten voortkomen van afzonderlijke, buiten het land gelegen inrichtingen.

Worden geacht te zijn *afzonderlijke inrichtingen* alle zetels van bedrijvigheid of bijkantoren die, alhoewel afhangende van de vennootschap, een eigen bestuur en personeel hebben alsmede eene bijzondere boekhouding.

ART. 2.

Vreemde naamlooze vennootschappen, hebbende in België een bijkantoor, een zetel of eenig agentschap, moeten betalen een patentrecht van 2 t. h. op het bedrag van de jaarlijkse winsten door die inrichtingen in het land verkregen; zij moeten een in België gedomicilieerd vertegenwoordiger hebben, alsmede eene bijzondere boekhouding van hunne verrichtingen in België, hiervan jaarlijks de balans opmaken en deze doen opnemen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

A. BEERNAERT.

AUG. DELBEKE.

VERHAEGEN.

LOUIS HUYSMANS.

HUBERT.

RENKIN.